

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Quand-la-geopolitique-commande-la-politique-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°78 > **Quand la géopolitique commande la politique (de désarmement)**

---

18 janvier 2019

## Quand la géopolitique commande la politique (de désarmement)

**En 2018, l'agenda de la communauté internationale et l'actualité font de l'élimination des armes nucléaires un enjeu incontournable. La reconfiguration des rapports de force entre nations, l'effritement du leadership américain et la fabrication de nouveaux engins nucléaires augmentent le risque d'emploi et de menace d'emploi. Plus que jamais, les bouleversements géopolitiques appellent une politique mondiale de désarmement concerté**



**Le 14 avril 2015, le ministre turc de l'énergie et le PDG russe de Rosatom ont posé la première pierre du projet de centrale nucléaire, à Akkuyu.**

Alors que le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a fêté le premier anniversaire de son adoption par l'ONU le 7 juillet dernier, le texte qui prévoit l'interdiction d'utiliser, de fabriquer et de stocker des armes nucléaires enregistre lentement des signatures. En mars 2018, 57 États l'avaient officiellement signé et cinq l'avaient ratifié. Sur les 122 qui l'avaient approuvé à New York un an plus tôt, c'est peu. Cette frilosité de certains pays d'abord enthousiastes s'explique en partie par la pression qu'exercent les puissances nucléaires. Par le rejet du texte et leur entêtement dans leurs programmes nucléaires militaires, celles-ci sabordent l'initiative des autres pays et les poussent à rétro pédaler. En préférant se placer hors du droit international plutôt que d'y souscrire, ce petit groupe dont fait partie la France refuse de jouer le jeu du désarmement concerté et menace la sécurité mondiale.

Plus inquiétant, les géants détenteurs d'armes nucléaires n'hésitent plus à s'extraire de l'architecture supranationale légale fabriquée par l'ONU pour s'arroger des licences d'agression, au nom d'un nouveau multilatéralisme qui signe le retour de la loi du plus fort, celle des puissants du G7. C'est dans cette atmosphère à la fois porteuse d'inquiétudes et d'espoirs que les actions du 6 au 9 août se dérouleront.

## **Pour que l'Histoire ne se répète pas**

Au lendemain de la Guerre froide, la communauté internationale parie sur une phase de diminution des stocks d'armes nucléaires. La normalisation des relations entre superpuissances et la signature de traités allant dans ce sens laissent entrevoir la perspective d'un monde progressivement dénucléarisé, tandis que le spectre d'une "destruction mutuelle assurée" s'éloigne. Mais, depuis 2017, un regain des tensions a relancé l'escalade. En janvier 2018, les experts du Bulletin of Atomic Scientists ont ainsi avancé "l'Horloge de l'apocalypse" de 30 secondes pour alerter sur le risque accru de conflit nucléaire.

La première menace vient de l'administration de Donald Trump. Le poids croissant des BRICS [1] — avec le développement de la Russie et la puissance commerciale grandissante de la Chine — a progressivement redessiné les contours d'un monde multipolaire. Face à l'essoufflement de leur leadership économique, les États-Unis jusque-là habitués à jouer leur rôle autoproclamé de gendarme du monde pourraient utiliser des armes nucléaires pour réaffirmer leur puissance militaire. Le déploiement de ces armes permettrait aussi de relancer un des moteurs de l'économie américaine : le complexe militaro-industriel. C'est dans cette optique que la Nuclear Post Review de 2018 a exposé le saut technologique opéré par les entreprises américaines et l'État, pour mettre au point de nouvelles armes nucléaires, plus "petites" mais tout aussi sales. L'actuel président des États-Unis n'a pas écarté la possibilité de recourir à ces armes, notamment à l'occasion de "frappes préventives".

## **Et les ennemis sont tout désignés.**

L'Iran, que Donald Trump a poussé dans ses retranchements en faisant voler en éclats un accord de dénucléarisation historique, pressé par John Bolton, conseiller à la sécurité nationale et partisan d'une intervention armée contre ce pays. La Russie qui, dans le même temps, a modernisé et complété son arsenal nucléaire avec un nouveau missile intercontinental, des drones nucléaires sous-marins, un missile supersonique et une arme laser. Enfin, en dépit des récentes pirouettes diplomatiques des deux dirigeants, la gestion du dossier du nucléaire iranien par Donald Trump raffermirait les volontés nucléaires de Kim Jong-un.

Et l'annonce de l'arrêt des essais de tirs nord-coréens, en partie forcé par l'effondrement de la montagne qui abritait le principal site d'essais, ne signifie aucunement que Pyongyang renoncera à son programme nucléaire. Augmentation des budgets consacrés à la force de frappe nucléaire, entretien et modernisation des composantes navales et aéroportées : côté français, la Loi de programmation militaire récemment approuvée par l'Assemblée nationale et le Sénat va dans le même sens.

Partout, des pays qui s'étaient engagés à faire décroître leurs stocks d'armes foulent leurs engagements au pied. Traité de non-prolifération (TNP) en tête, une série de pays violent les textes auxquels ils ont souscrit et continuent de fabriquer des armes nucléaires. Si les stocks d'ogives disponibles ont effectivement fléchi, la puissance cumulée des arsenaux n'a cessé de croître, et avec elle, les sommes investies par les banques et les entreprises. À cause de la menace que constituent leurs voisins nucléarisés, certains pays songent même à se retirer du TNP.

Le journaliste Israël Rafalovich avertit : "Un Proche-Orient nucléaire aurait un impact profond sur la sécurité régionale. Et il faut envisager la possibilité de voir, dans un futur pas si éloigné, plusieurs pays décider une sortie collective du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)". Et de poursuivre : "L'objectif d'un désarmement nucléaire de la région ne sera pas atteint tant qu'il exclura Israël" [2].

Parallèlement, de nouveaux pays se dotent des moyens pour fabriquer des armes atomiques, notamment avec des infrastructures de recherche ou de production nucléaire. Prêtant des intentions bellicistes au guide suprême iranien, le prince héritier d'Arabie saoudite Mohamed ben Salmane déclarait en mars 2018 que si l'Iran se dotait de la bombe, "l'Arabie saoudite ferait de même, le plus rapidement possible". Concernant la Turquie, elle ne détient pour l'instant pas les capacités de produire des quantités importantes de matières fissiles utilisables dans le cadre d'un programme militaire. Mais le contrat récemment conclu avec l'entreprise russe Rosatom pour la construction d'une centrale électronucléaire à Akkuyu lui ouvre une voie royale à la fabrication d'uranium et de plutonium. En Égypte aussi, la tentation nucléaire à usage civil soulève la question de la prolifération. Comme en 1939, le jeu des alliances pourrait précipiter une série de pays dans une guerre généralisée. Et si, comme en 1945, son issue était la reconquête du leadership par une superpuissance, le conflit pourrait se solder par un hiver nucléaire.

## **Notes**

[1] Acronyme anglais pour désigner le groupe de cinq pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

[2] “Proche-Orient. Une périlleuse course au nucléaire”, Israël Rafalovich, Orient XXI, 18 juin 2018.